général sur la clause essentielle du bill et un dernier débat général sur l'article 1. Je ne me demande pas si vous interprétez correctement ou non les paroles que le député de Simcoe-Est est sur le point de prononcer. Il veut peut-être présenter un amendement à l'alinéa a), mais je prétends que nous devrions réfléchir très sérieusement sur notre façon de procéder en l'occurrence, de peur que nous ne détournions de ses fins la réforme apportée.

L'hon. M. Fulton: Monsieur le président, je voudrais simplement signaler qu'un article traitant de choses aussi vastes et aussi diverses que les définitions du mot «contribution», qui désigne «une contribution versée par le Canada en conformité de l'article 3», de l'expression «résident assurable», des termes «population» et «médecin», nous oblige évidemment à discuter l'ensemble du projet de loi, car il est impossible d'étudier et de traiter l'une quelconque de ces définitions sans rappeler les autres articles du bill.

Ainsi, l'alinéa a) dit:

«Contribution» désigne une contribution versée par le Canada en conformité de l'article 3;

Il est donc évident qu'on devra nous permettre de rappeler l'article 3 pour bien saisir le sens de la définition. Plus loin, l'alinéa c) dit:

«régime d'assurance de soins médicaux» désigne un régime établi en conformité d'une loi de la législature d'une province, qui répond aux critères énoncés au paragraphe 1 de l'article 4;

Nous devons alors rappeler l'article 4. Il en est de même pour tous les alinéas de l'article 2.

Selon moi, ce serait rendre la discussion presque impossible que de ne pas permettre de parler de l'ensemble du projet de loi pendant l'étude de cet article.

Je crois pouvoir vous assurer, monsieur le président, que vous trouverez la portée de ce débat beaucoup moins étendue qu'à l'étape de la deuxième lecture. Nous allons nous attirer de graves ennuis si nous décidons que chacun de nos propos doit s'appliquer strictement à chacun des alinéas de l'article.

M. Baldwin: Monsieur le président, je voudrais appuyer les paroles du député de Kamloops et signaler que vous avez un moyen de régler le problème auquel le député de Winnipeg-Nord-Centre fait allusion. En d'autres termes, il existe un règlement que la présidence peut appliquer pour éviter les répétitions. Bien entendu, les députés de ce côté-ci de la Chambre prennent toujours grand soin de respecter strictement ce règlement qui

interdit les répétitions. Il sera donc naturellement inutile de l'invoquer contre nous. Je pense à d'autres députés qui pourraient être les principaux contrevenants.

Quant à la discussion générale sur l'article 1, je déduis des propos du ministre que certains amendements pourraient être présentés par des députés ministériels. Il se peut qu'au moment où nous aborderons l'article 1, par suite des propositions d'amendements faites par les députés de ce côté-ci de la Chambre et que le gouvernement jugerait bon d'accepter, et des amendements que le gouvernement lui-même entend apporter, le nouveau projet de loi soit complètement différent de celui-ci, et que dès lors ce soit le moment naturel et propice pour tenir un débat général et entreprendre un examen du projet de loi dans sa forme modifiée. Mais, je crois en effet, que sur l'article 2, comportant les définitions, même si nous ne pouvons tenir le même genre de débat de nature générale qu'il est permis de tenir sur l'article 1, le comité a, néanmoins, le droit de faire une étude approfondie et détaillée de tous les aspects qui se trouvent dans les limites d'une définition.

M. Patterson: Monsieur le président, à ce propos, je voudrais soulever seulement deux questions. Si l'on permettait un débat général sur l'article 2, ne serait-ce pas transgresser non seulement l'esprit mais aussi la lettre de la règle mise en vigueur depuis quelque temps? Deuxièmement, si l'on permettait un débat général sur cet alinéa de l'article 2, serait-il permis de tenir un autre débat général lorsque nous reviendrons à l'article 1? Nous devrions je pense, avoir plus de renseignements, sur ces deux questions.

L'hon. M. MacEachen: Monsieur le président, je ne m'oppose pas au commentaire du député de Peace River selon lequel on pourrait, au besoin, faire allusion à d'autres articles si l'on veut faire une étude détaillée et approfondie de certains alinéas. Je suis d'accord avec lui, comme je suis d'accord avec le député de Winnipeg-Nord-Centre quand il déclare qu'il ne peut y avoir de débat général sur l'article 2. Nous avons réservé l'article 1. Nous sommes maintenant saisis de l'article 2, et je pense qu'il nous faudra aborder la discussion de façon expérimentale pour voir si le débat sera du genre dont a parlé le député de Peace River et que nous, de ce côté-ci, acceptons, ou s'il sera un débat général, ce que nous n'accepterons pas.

M. le président suppléant: Puis-je signaler aux membres du comité que la présidence est intervenue lorsque le député de Simcoe-Est